

VILLE DE GRASSE

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE
LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Entre :

La Ville de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 14 novembre 2017.

Désignée ci-après par la Ville

Et :

Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 285 070.67 €, dont le siège social est fixé 4, rue de la Délivrance – 06130 GRASSE, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Frédéric GABERT, en sa qualité de Directeur, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'Administration en date du 26 mai 2014

Désignée ci-après par la Société

PREAMBULE

Par une convention d'aménagement en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, la Ville de Grasse a confié à la société Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement urbain sur le centre historique de Grasse.

Cette convention prévoit dans son article 17, les modalités de financement des opérations, et notamment de pouvoir solliciter de la part de la Ville de Grasse, lors de besoin de trésorerie temporaire, des avances de trésorerie dans les conditions de l'article L 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement d'une avance de trésorerie de la Ville de GRASSE cocontractante à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du Centre Historique de Grasse dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Objet de la présente convention

En application de l'article 17 de la concession d'aménagement entre la Ville de GRASSE et Pays de Grasse Développement, la Ville de GRASSE versera une avance de trésorerie à Pays de Grasse Développement, destinée à couvrir les besoins de trésorerie ponctuels de l'opération, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L 1523-2, 4° du CGCT.

Article 2 : Montant et modalités de versement de l'avance de trésorerie

Le plan prévisionnel de trésorerie tient compte de deux versements de subvention de l'ANRU concernant les îlots Four Oratoire et Sainte-Marthe sur la période (378.726€).

Mais aussi, de cessions foncières à intervenir concernant l'îlot Mougins-Roquefort, un local à ordures ménagères de l'îlot Goby et un commerce au 16 oratoire (412.136€)

Dans l'attente de ces versements, il apparaît un besoin de trésorerie ponctuel de 500 000 euros afin de poursuivre les opérations engagées.

L'avance de trésorerie d'un montant de 500 000 euros fera l'objet d'un versement unique sur le compte de l'opération et tiendra compte du plan de trésorerie de la Ville de façon à ne pas occasionner de frais supplémentaires à la collectivité.

Article 3 : Durée / remboursement

L'avance de trésorerie fera l'objet de remboursements successifs au fur et à mesure de l'encaissement des subventions par la SPL.

Si tout ou partie des encaissements de subvention n'est pas effective avant le 31 décembre 2017, la SPL sera dans l'obligation de procéder à l'intégralité du remboursement à cette date.

Article 4 : Conditions financières

L'avance de trésorerie consentie par la Ville de GRASSE dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville de Grasse afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la Ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

Article 5 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur après son approbation par le conseil municipal dès la notification qui sera faite par la Ville à la société, de l'exemplaire revêtu du visa de la sous-Préfecture.

Article 6 : Contrôle de la légalité

La présente convention sera transmise aux représentants de l'Etat dans les quinze jours de sa signature par les parties.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse

Pour la SPL Pays de Grasse Développement

Monsieur Jérôme VIAUD

Monsieur Frédéric GABERT